

Par Guillaume de Morant

Le Larzac, 10 ans de lutte

Dans les années 1970, le pays de la brebis et du Roquefort devient le symbole de la contestation collective. Contre l'agrandissement du camp militaire du Larzac, les paysans constituent un original front du refus. Agrégeant écologie, régionalisme, mouvements hippies, catholicisme social et extrême-gauche, ils mobilisent large.

« J'ai participé à tout, sauf peut-être aux grèves de la faim, se souvient Léon Maillé, aujourd'hui âgé de 71 ans. Il y a eu les manifs monstres sur le plateau du Larzac, puis je suis monté avec mon tracteur jusqu'à Orléans et j'ai même campé avec mes brebis sous la tour Eiffel ! »

Tout a commencé le 11 octobre 1970, à La Cavalerie dans l'Aveyron. Au cours d'une banale réunion électorale, le secrétaire d'État à la Défense annonce une extension du camp du Larzac situé sur la commune. Pour laisser la place aux militaires, 14 000 hectares de terres vont être expropriés ! D'abord incroyables, les paysans ont la confirmation un an plus tard de la bouche de Michel Debré.

En 1971, Léon Maillé vient juste de reprendre la ferme de son père avec 150 brebis laitières. Comme d'autres propriétaires de terrains

situés dans douze communes autour de La Cavalerie, il sera exproprié. « On n'en revenait pas d'être traités de cette manière, on ne nous avait rien demandé, c'était comme si notre avis ne comptait pas ».

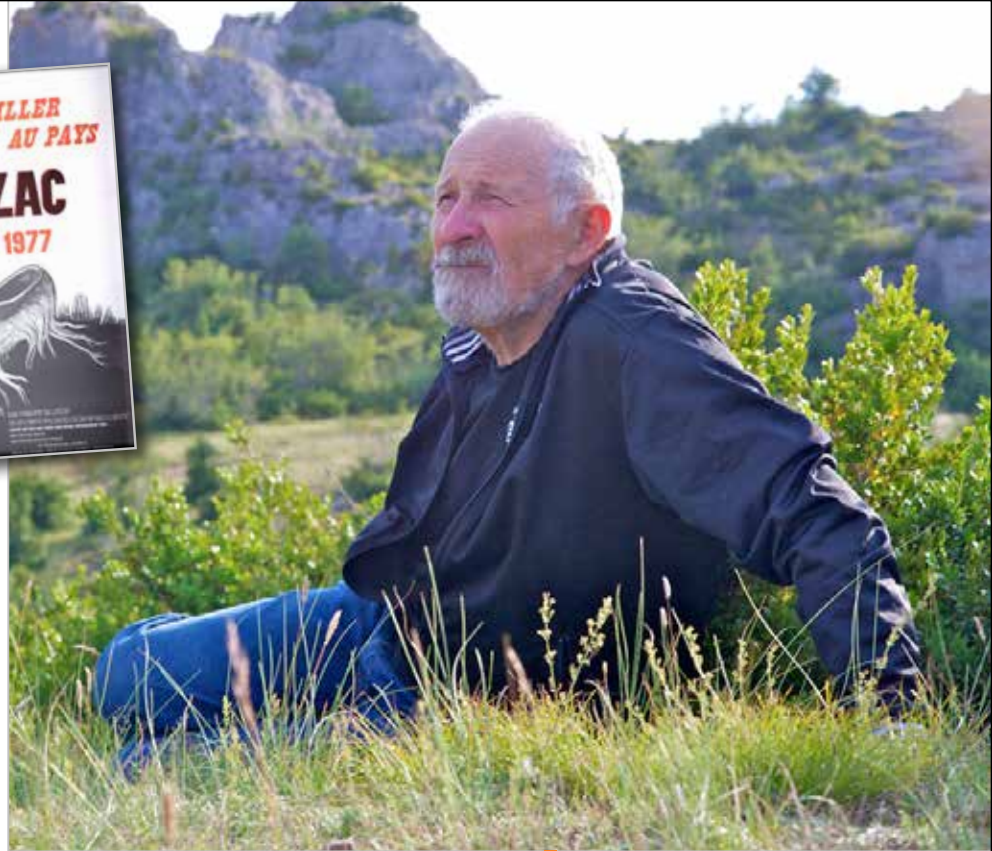
Des soutiens parfois encombrants

La résistance s'organise. Le 6 novembre 1971 sonne l'heure de la mobilisation. À Millau, une manifestation est organisée par les syndicats d'exploitants agricoles. « C'est mon meilleur souvenir, raconte encore ému Léon Maillé. Je pensais que nous serions une poignée d'éleveurs, 6 000 personnes sont venues ! » La manif bon-enfant rassemble des bergers et des fromagers du Larzac, souvent engagés auprès de la Jeunesse agricole catholique. Le mouvement bénéficie d'ailleurs du soutien de l'évêque de Rodez.

Fortifiés par ce succès, les paysans décident de poser les bases de leur mouvement, ils veulent rester apolitiques, manifester dans la non-violence et surtout rester soudés. Le 28 mars 1972, ils signent « le serment des 103 », un pacte selon lequel ils resteront solidaires. Mais le mouvement gardera toujours une pluralité d'engagements : « par exemple, certains signataires du pacte ne voulaient pas manifester », témoigne Pierre Burguière, 72 ans, lui aussi participant historique de la lutte. Pour la non-violence, le pari ne sera pas non plus toujours facile à tenir. « Je me

En août 1974, 100 000 personnes se rendent au Marzac pour un rassemblement aux allures de festival rock.





suis quand même fait casser sept côtes par un capitaine parachutiste de Castres et je n'ai pas répondu », poursuit Pierre Burguière.

Bientôt, ces opposants de la première heure sont rejoints par des manifestants autrement plus nombreux et motivés. Pour le 14 juillet 1972, 20 000 personnes et 70 tracteurs défilent à Rodez. Des soutiens parfois encombrants viennent grossir les rangs des insurgés : des militants révolutionnaires chiliens, italiens, grecs, des indépendantistes basques ou irlandais, des nationalistes occitans protestent contre un « *génocide culturel de l'Occitanie par le colonialisme intérieur* », des militants pro-avortement, des antimilitaristes, des maoïstes... Des marginaux se mêlent aux hippies du Mouvement Désarmement, Paix et Liberté (MDPL) qui prônent l'amour libre.

Les manifestantes torsos nus choquent les ruraux, dépassés par ces renforts inattendus. « *Quand j'ai vu tous ces barbues débarquer, j'étais effaré !* », poursuit Léon Maillé. *Mais on a appris à se connaître, on les a côtoyés pendant 8 ans*. Terre de contraste, le mouvement du Larzac a toujours conjugué les extrêmes : « *Après 1968, on était devenu une sorte de succursale du Quartier-Latin. Ce qui était drôle, c'était qu'on était défendus à la fois par les curés et par les seins-nus* ».

Une foule sur un plateau désertique

La manif de Rodez n'empêche pas le préfet de l'Aveyron de signer le 26 décembre 1972 la déclaration d'utilité publique pour les 13 500 hectares du Causse du Larzac... Début 1973, les militants changent de méthode. Paris les ignore ? Le collectif monte à la capitale ! Le 7 janvier, 26 opposants partent du plateau en tracteurs. « *Mais on est restés à Orléans, bloqués par les CRS* », se souvient Léon Maillé. L'été suivant, les 25 et 26 août 1973, c'est l'extension de la lutte avec le premier rassemblement au lieu-dit Rajal del Guorp, qui signifie « *source du corbeau* » en rouergat. 60 000 personnes venues de toutes les régions de France et d'Europe convergent vers le plateau convoité

par l'armée. « *Ça faisait drôle toute cette foule sur notre plateau du Larzac désertique* ». Le 16 août 1974, la seconde édition du Rajal del Guorp prend la forme d'une fête des moissons. Cette fois-ci, plus de 100 000 personnes se rendent au Larzac pour ce rassemblement aux allures de festival rock, sorte de Woodstock des Causses. Ce jour-là, un visiteur singulier se fait huer et caillasser, François Mitterrand. Le patron du PS est pourtant leur seul soutien politique à ce niveau. Pour Léon Maillé, « *Mitterrand était un fin politique*. Plus ▶▶

Comme d'autres propriétaires, de terrains situés dans douze communes autour de La Cavalerie, Léon Maillé sera exproprié de sa ferme de 150 brebis laitières.

Le Larzac en images

Les Archives départementales de l'Aveyron exposent, sur leur site Internet, une intéressante sélection d'affiches, de photographies et de documents administratifs relatifs à cette période du Marzac.

<http://archives.aveyron.fr/expositions/exposition-le-larzac-en-images-5/>



D'autres fonds historiques consacrés au Larzac sont consultables sur place, ainsi qu'aux Archives municipales de Millau qui conserve la mémoire de ces 10 ans de lutte contre l'extension du camp militaire.

- Archives départementales de l'Aveyron, 25 avenue Victor Hugo, B.P. 724, 12007 Rodez Cedex, tél. : 05 65 73 65 30, site Internet : <http://archives.aveyron.fr>

- Archives municipales, Immeuble TGM, 4 quai de la Mégisserie, 12100 Millau, Tél. : 05 65 67 04 63, site Internet : www.millau-patrimoine.fr/Archives-municipales

▶ tard, on lui a demandé pourquoi il nous a soutenus. Il nous a répondu qu'il ne pouvait pas faire autrement. Nous avons suscité un tel capital de sympathie ! »

En visionnaires de la communication, les paysans du Larzac ne manqueront jamais d'imagination. Le 25 octobre 1974, ce ne sont pas des hommes qu'ils envoient à Paris jusqu'au Champ-de-Mars, mais un troupeau de brebis. « Quand les CRS nous ont interrogé, on a dit que c'était pour un tournage publicitaire pour le Roquefort ! Ils ont compris quand on a déplié les banderoles ».

Une ferme plastiquée et un camp militaire visité

Mais la lutte du Larzac ne fut pas toujours une franche rigolade. Dans la nuit du 9 au 10 mars 1975, la ferme d'Auguste et Marie-Rose Guiraud à La Blaquièrre est plastiquée. « Nous étions en train de dormir, nous étions dix avec mes deux parents, mes six frères et sœurs et un berger et il y a eu une énorme explosion », se souvient Jean-Yves Guiraud qui avait 8 ans à l'époque. « Notre maison en pierre s'est effondrée et par miracle il n'y a pas eu de blessés, nous dormions sous une voûte, la structure a tenu ». L'attentat avait été soigneusement préparé : « Les agresseurs avaient même semé des clous sur la route pour retarder les secours ». On n'a jamais su qui avait voulu s'en prendre à cette famille dont les parents étaient particulièrement engagés dans la lutte.

Auguste et Marie-Rose Guiraud, éleveurs de brebis, n'avaient pas obtenu le permis de construire pour leur bergerie, car elle était dans le périmètre convoité par l'armée. Aussi, pendant trois ans de 1973 à 1976, une ruche de 400 maçons-campeurs inexpérimentés, mais bénévoles et passionnés s'est relayée pour construire coûte que coûte cette « cathédrale du Larzac » symbole de la lutte. « Toute la famille était évidemment mobilisée, enfant, j'ai ramassé des cardabelles, ces chardons que l'on fait sécher et je les ai vendus avec mes frères et sœurs comme objets décoratifs sur les marchés des environs », raconte Jean-Yves Guiraud. Avec l'argent récolté, les enfants achètent du matériel, des pelles pour creuser les fondations de la bergerie.

À l'été 1976, les militants passent à la manière forte. « Officiellement, l'armée n'achetait pas les terrains, c'était faux, il y avait un bureau qui ne faisait que ça ». Avec une vingtaine de camarades, Léon Maillé s'introduit dans le camp militaire vers midi, profitant de la pause du déjeuner. « La semaine d'avant, l'un d'entre nous avait repéré les



Tous au Larzac

Marizette, Christiane, Pierre, Léon, José... Christian Rouaud a rencontré les principaux acteurs de cette incroyable lutte, celle des paysans du Larzac contre l'Etat, qui les a unis dans un combat sans merci pour sauver leurs terres. Il en a réalisé un documentaire, de près de deux heures, sortie dans les salles de cinéma en novembre 2011 (et disponible en VOD).

« On était défendus à la fois par les curés et par les seins-nus »

lieux sous le prétexte qu'il avait des terres à vendre. On savait où on allait, les trois troupes de garde ont pris peur quand on a forcé l'entrée et qu'on s'est dirigés vers le bureau des achats ». Là, les paysans photographient et déchirent des dossiers relatifs à l'enquête avant expropriation. Les gendarmes les arrêtent sur place et les emmènent en cellule. Devant le tribunal de Millau, José Bové qui faisait partie des infiltrés prend quatre mois avec sursis. Léon pour sa part a fait trois jours de prison, libéré avec d'autres paysans dès le 3 juillet pour cause de grande sécheresse de l'été 1976. « C'est moi qui ait écopé de la peine la plus longue, se souvient Pierre-Yves de Boissieu. J'ai fait trois semaines, parce que le tribunal a estimé que je n'étais pas un vrai paysan du Larzac. J'exploitais pourtant la ferme des Homs où je suis toujours, mais j'étais installé depuis seulement quelques mois. »

Un épilogue judiciaire et politique

Le 2 décembre 1978 débute une nouvelle marche jusqu'à Paris. Partis du Larzac, 18 paysans cheminent sur 710 kilomètres en 25 étapes, soutenus tout au long du trajet par des paysans et des riverains qui les hébergent. À leur arrivée, les portes de Paris leur restent une nouvelle fois fermées, le centre-ville étant bouclé par les CRS. Mais 40 000 personnes défilent pour les soutenir.

François Mitterrand vient à la rencontre des Larzaciens et leur promet de « ne pas les oublier ». Les manifestants ne l'écoutent que d'une oreille,

Pendant trois ans, 400 maçons-campeurs inexpérimentés se sont relayés pour construire une bergerie à La Blaquièrre, symbole de la lutte. Elle sera plastiquée en mars 1975. © Archives départementales de l'Aveyron





mais la mobilisation ne faiblit pas. Pendant ce temps-là, sur le causse du Larzac, la « guéguerre quotidienne » continue avec l'armée. « C'était du harcèlement, poursuit Pierre-Yves de Boissieu, les militaires faisaient beaucoup de manœuvres, des convois passaient sans arrêt sur les mauvais chemins, perturbant même le ramassage scolaire, ils roulaient comme des fous. En représailles, on empêchait leurs exercices de chars sur nos terres ».

En mai 1980, l'épilogue judiciaire se joue en faveur des paysans du Larzac, puisque la cour de Cassation annule les 66 procédures d'expropriation. Les opposants commencent à y croire, la victoire judiciaire serait-elle à portée de main ? Finalement, c'est la politique qui tiendra ses promesses. Fraîchement élu président de la République, François Mitterrand déclare lors de son second conseil des ministres le 3 juin 1981 que le projet d'extension du camp militaire du Larzac est abandonné.

C'est la fin de 10 ans de luttes, mais le conflit du Larzac aura pris une valeur symbolique universelle. « Finalement, on a gagné tous nos combats, assène Léon Maillé. Aujourd'hui, le Larzac est une terre vivante, il y a toujours des brebis, mais on élève aussi des vaches, du cochon bio de plein air, on fait de la bière, du safran. On a doublé la population sur le causse du Larzac, il n'y a plus de ferme abandonnée. Les militaires n'ont pas eu nos terres, d'ailleurs ils n'en avaient pas besoin ». Le mouvement du Larzac est devenu une vitrine de la contestation collective contre l'État et aussi le terreau de l'altermondialisme français. « Le tourisme de

mémoire marche bien aussi, on accueille beaucoup de gens qui ont connu le mouvement. Ils ont aujourd'hui la soixantaine et les cheveux blancs ». Avec une pointe de nostalgie, de nombreux Français s'arrêtent au Larzac pour visiter le symbole de leurs luttes de jeunesse... et acheter du fromage de brebis. ■

Les manifestations se succèdent et la mobilisation s'amplifie, comme ici à Rodez le 28 octobre 1978. Quelques semaines plus tard, 18 paysans marcheurs n'atteindront pas la capitale, coincés par les CRS, mais 40 000 personnes défilèrent pour les soutenir.

Les terres du Larzac gérées collectivement jusqu'en 2083 !

Que sont devenues les terres du Larzac dont l'armée voulait tant ? Certaines ont été rachetées préventivement par les paysans et leurs soutiens dans les années 1970 pour rendre plus difficiles les expropriations. Ainsi, dès 1973, la stratégie foncière consistait à créer des Groupements fonciers agricoles (GFA) pour acquérir les terres par action comme pour une entreprise. En quelque sorte, les militants créaient une propriété collective pour résister et ralentir le rouleau compresseur gouvernemental. Les GFA étant la propriété de plusieurs milliers de personnes, l'État devait obtenir l'accord de chacun d'entre eux... « Ceux du Larzac » parviennent ainsi à regrouper 1 200 hectares en quatre GFA répartis de manière stratégique tout autour du camp militaire initial. Au fil des acquisitions par ces nouveaux

propriétaires, les fermiers se voyaient octroyer un bail agricole de 25 ans.

Après 1981, les paysans obtiennent de l'armée - ils emploient le terme « arracher » -, la gestion de toutes les terres achetées par l'État par expropriation. Par un ironique retournement de l'histoire, ces 6 300 hectares sont loués dès 1985 à la Société Civile des Terres du Larzac, une entité créée par les opposants eux mêmes... Le système permet d'installer de nouveaux agriculteurs et de valoriser le foncier. L'histoire collective devait durer jusqu'en 2045, car on murmure que les militaires voulant sauver la face s'étaient opposés à un bail de 99 ans et avaient obtenu « seulement » 60 ans. En juillet 2013, le ministre de l'agriculture a décidé de prolonger le bail du Larzac jusqu'en 2083, soit 98 ans.